



HAL
open science

Tchad/Darfour : vers un système de conflits

Roland Marchal

► **To cite this version:**

Roland Marchal. Tchad/Darfour : vers un système de conflits. Politique africaine, 2006, 2 (102), pp.135-154. 10.3917/polaf.102.0135 . hal-03462136

HAL Id: hal-03462136

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-03462136>

Submitted on 1 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - ShareAlike| 4.0
International License



ROLAND MARCHAL

TCHAD/DARFOUR : VERS UN SYSTÈME DE CONFLITS

LE CONFLIT AU DARFOUR ET LA CRISE POLITIQUE AU TCHAD PARTICIPENT DE LA CONSTITUTION D'UN SYSTÈME DE CONFLITS, QUI POURRAIT À TERME ÉGALEMENT AFFECTER LA CENTRAFRIQUE. EN CONSIDÉRANT LES DYNAMIQUES DE CES DEUX CRISES DE NATURE DIFFÉRENTE DANS LEUR CONTEXTE, ON PERÇOIT LES FACTEURS QUI ONT POUSSÉ À UNE TRANSNATIONALISATION DES ACTEURS ARMÉS ET À UNE MILITARISATION DES CONTRADICTIONS POLITIQUES ET SOCIALES DANS LES DEUX PAYS. LES POLITIQUES D'INFLUENCE DES ÉTATS DE LA RÉGION, OUTRE LE TCHAD ET LE SOUDAN, ONT ÉGALEMENT EU DES EFFETS CONTRADICTOIRES QUI, POUR L'HEURE, NE CONTRIBUENT GUÈRE À LA PACIFICATION.

Deux événements récents, la réélection d'Idriss Déby Itno au Tchad avec plus de 77 % de voix le 3 mai 2006, et la signature, deux jours plus tard, dans la capitale nigériane, d'un accord de paix sur le Darfour, pourraient laisser croire que la situation dans cette zone du continent va, après trois ans de turbulences, se normaliser¹. Partant d'une analyse des liens multiples entre les crises au Tchad et au Darfour, le présent texte conclut au contraire à la probabilité de voir la situation se détériorer encore – ce risque est aggravé par l'absence de prise en compte par la communauté internationale des aspects transnationaux de ces crises, qui pourraient se propager encore, par exemple vers le Nord de la Centrafrique.

Comme pour les conflits du fleuve Mano, il paraît justifié d'évoquer la constitution d'un système de guerres puisque des conflits armés produits de conjonctures nationales distinctes et relevant d'acteurs, de modalités et

1. Pour montrer le fonctionnement démocratique des institutions, comme de tradition au Tchad, le score a été revu à la baisse (64,67 %) par la Cour suprême le 29 mai.



d'enjeux différents s'articulent les uns aux autres et brouillent les frontières spatiales, sociales et politiques qui les distinguaient initialement. Ces conflits entrent en résonance et s'imbriquent les uns dans les autres, transformant leurs conditions de reproduction et, surtout, les parties qui s'affrontent, les enjeux de la lutte et les objectifs poursuivis. Une telle intrication de violences armées civiles et internationales fait ainsi système².

On se limitera ici à une première approche des éléments qui justifient cette appréciation, sans revenir en détail sur les facteurs structureaux des deux crises³. On ne doit pas en effet laisser penser que la crise tchadienne n'est, comme le président Déby le prétend, que le débordement de la crise du Darfour, pas plus qu'il n'est acceptable de faire, à la manière de la Sécurité soudanaise, de l'ethnie d'Idriss Déby, les Zaghawa, la cause ultime de la guerre au Darfour sur la base de leur surreprésentation dans les appareils militaires des insurgés darfouriens. Les crises au Darfour et au Tchad ont des origines diverses, ne se sont pas nourries des mêmes contradictions, pas plus qu'elles ne se sont militarisées de la même manière. Aucune symétrie ne peut être *a priori* postulée, même si certains acteurs semblent se recouper – les Arabes et les non-Arabes, par exemple⁴.

Trois dimensions paraissent devoir aujourd'hui retenir l'attention. La première est la crise au Darfour et les enjeux militaires et symboliques qui sont en train de prendre forme au sortir d'une négociation très difficile à Abuja. La seconde est l'incapacité du régime d'Idriss Déby, pour des raisons qui tiennent tant à sa survie qu'aux assurances reçues de la France depuis des années, de se réformer de l'intérieur et d'élargir sa base sociale. La troisième, trop rapidement abordée dans ce texte, tient à la configuration des intérêts de la communauté internationale, notamment des États-Unis, de la Libye et de la France, les États-Unis voulant régler la crise au Darfour, les Libyens éviter une présence internationale, les Français protéger Déby à tout prix. Si l'immobilisme politique de la France se confirmait sur ce dossier (à l'instar d'autres comme la Côte d'Ivoire, fin de règne chiraquien oblige), il jouerait un rôle non négligeable dans la militarisation accrue de la crise politique tchadienne et dans l'intrication de plus en plus profonde entre celle-ci et un conflit très difficile à dénouer au Darfour.

LA GUERRE AU DARFOUR

Pour écarter d'emblée toutes les ambiguïtés, il faut rappeler que la crise au Darfour est politique et a pour fondements le fonctionnement de l'État soudanais depuis de très longues années et une détérioration des modes de gestion d'écosystèmes minés par la désertification. Les conflits fonciers,

aiguës par les tensions écologiques et démographiques des deux dernières décennies, auraient pu trouver d'autres expressions que celles qui prévalent depuis 2003. Le régime islamiste, confronté à son échec interne et aux négociations avec le Sudan People's Liberation Movement (SPLM), dirigé alors par John Garang⁵, a été incapable d'éviter l'escalade militaire et en assume le premier la responsabilité. Le conflit au Darfour a comporté, dès ses prolégomènes, des dimensions transversales importantes – on relèvera ici les trois principales. D'abord, l'histoire : le conflit actuel dans l'ouest soudanais est, pour une large part, lié aux événements qui déchirent cette région dans les années 1980 et dont les acteurs sont soudanais autant que tchadiens. Ensuite, la mobilisation guerrière s'est faite autour de groupes ethniques disposés sur la frontière selon des formes propres et qui ont joué un rôle important dans la survie de l'insurrection. Enfin, les politiques des États de la région ont également beaucoup fait pour lier les deux contextes.

Un conflit vieux de 20 ans

Même si l'argument doit être utilisé avec prudence, il faut souligner ici que le conflit qui se déploie au Darfour au début des années 2000 est l'héritier des événements tragiques des années 1980. Dans un contexte international alors très différent, marqué par l'hostilité des pays occidentaux et de leurs alliés régionaux aux ambitions du colonel Kadhafi⁶, le Darfour a servi alors de sanctuaire aux oppositions tchadiennes : c'est là en effet que s'est organisée la prise de pouvoir d'Hissène Habré en 1982 au Tchad, et c'est également là que se sont réfugiés les restes du Gouvernement d'unité nationale du Tchad de Goukouni Weddeï après sa défaite, puis, en 1989, Idriss Déby. Ces événements et leurs conséquences sur les sociétés locales ainsi que l'insupportable

2. Pour une autre illustration de l'usage de ce concept, voir R. Marchal, « Liberia, Sierra Leone, Guinée : une guerre sans frontières », *Politique africaine*, n° 88, décembre 2002.

3. Sur le Tchad, voir le dernier rapport d'International Crisis Group, *Tchad : vers le retour de la guerre ?*, Bruxelles, mai 2006. Pour le Darfour, voir R. Marchal, « Le Soudan d'un conflit à l'autre », *Les Études du CERI*, n° 107, septembre 2004, « La guerre au Darfour », *Politique africaine*, octobre 2004 ainsi que le dossier qu'y consacre la revue *Afrique contemporaine*, n° 214, 2005 et les deux ouvrages suivants : G. Prunier, *Le Darfour : un génocide ambigu*, Paris, La Table Ronde, 2005 et A. de Waal et J. Flint, *Darfur : a Short History of a Long War*, Londres, Zed Books, 2005.

4. Noter sur ce point le rappel que fait J. Tubiana en conclusion de son article, « Le Darfour, un conflit pour la terre ? », *Politique africaine*, n° 101, mars-avril 2006.

5. Garang est décédé dans un accident d'hélicoptère le 30 juillet 2005. Son successeur est Salva Kiir Mayardit.

6. R. Collins et J. Burr, *Africa's Thirty Years War : Libya, Chad, and the Sudan, 1963-1993*, Boulder, Westview Press, 1999.



sécheresse du milieu des années 1980⁷ constituent une période traumatique, déjà troublée par la fin de la dictature du maréchal Nimeyri au Soudan.

Au Darfour, l'arrivée, en avril 1989, d'Idriss Déby, chef d'état-major en fuite à la suite d'une tentative de coup d'État manquée à N'Djamena, et ses efforts pour constituer une force militaire sont à l'origine dans cette région d'une polarisation sociale et militaire dont on retrouve les traces aujourd'hui : Déby s'appuie alors sur son groupe ethnique, les Zaghawa et sur les milices arabes du Conseil démocratique révolutionnaire, l'une des factions dissidentes du Front de libération nationale (Frolinat). Les conflits, notamment entre les Four, le principal groupe ethnique du Darfour, et les Arabes, se multiplient et se nourrissent des aides militaires fournies par la Libye aux partisans d'Idriss Déby et par le Tchad aux populations locales qui perdent le contrôle sur la terre et l'eau du fait de cette présence étrangère militarisée. C'est aussi dans cette période que les équilibres démographiques évoluent et brouillent encore davantage les appartenances nationales, déjà bien labiles dans une telle zone et dans une telle situation. Conscients qu'ils n'obtiendraient pas d'aide humanitaire d'un régime qu'ils combattent, une partie des groupes arabes tchadiens qu'on retrouve actuellement aux côtés de Khartoum, notamment les Awlad Zeyd et autres Mahamid, avaient consolidé alors leur présence au Darfour, moins par anticipation stratégique que pour survivre.

Surtout, cette régionalisation de la guerre du Tchad incite le groupe ethnique d'Idriss Déby, les Zaghawa, à s'unir derrière lui pour se protéger des attaques brutales que mènent les forces d'Hissène Habré au-delà de la frontière avec le Soudan en 1989 et 1990. Cette unité n'allait pourtant pas de soi, comme en témoignent les fractures aujourd'hui visibles au sein des Zaghawa : les divisions internes comme celles qui résultent d'histoires stato-nationales différentes ont un profond impact sur les Zaghawa. En effet, les Bideyat – le sous-groupe ethnique de Déby – sont essentiellement tchadiens et ne sont pas présents à la frontière. Les Zaghawa soudanais, s'ils ont des contacts avec leurs « parents » tchadiens, n'appartiennent pas aux mêmes clans. Ainsi, du côté tchadien, outre les Bideyat, de loin les plus importants, il faut citer les Kobé situés sur la zone frontalière, les Kapka, un sous-clan qui s'est autonomisé des Kobé, et les Borogate, souvent associés aux Goranes, le groupe ethnique d'Hissène Habré⁸. Du côté soudanais, les clans zaghawa sont nombreux mais les plus importants démographiquement et militairement dès cette époque sont les Gala et les Twer, auxquels il faudrait joindre les Suweini, les Artaj, les Awlad Digein, etc. De plus, les relations entre groupes zaghawa tchadiens sont tout sauf simples, notamment parce que la colonisation française a réorganisé les chefferies – seule une branche des Kobé, celle d'Hiriba, en avait réellement profité pour augmenter la prééminence de son sultanat et

les réminiscences de cet épisode historique sont souvent mobilisées dans la crise politique actuelle.

Cet alignement des Zaghawa sur Déby est également encouragé par les autorités soudanaises et libyennes. La solidarité ethnique – choix trop souvent décrit comme quasi naturel – s'adosse donc sur un calcul fort peu primordialiste, et les promesses de « butin » en cas de victoire ne sont pas sans importance : il s'agit d'accéder à des positions dans l'appareil d'État conquis, de bénéficier d'une manière ou d'une autre des facilités qu'octroie son contrôle mais aussi de s'appuyer sur lui pour défendre les revendications que pourraient nourrir les Zaghawa du côté soudanais de la frontière.

Pour leur part, c'est plus tôt, dans les années 1980, avant la rupture entre Déby et Habré, que les groupes arabes tchadiens ont connu une période très difficile : c'est Idriss Déby et ses proches qui mènent alors la répression, pour le compte d'Hissène Habré. Les divisions entre dirigeants arabes et les multiples conflits que leur repli au Soudan aiguisé n'empêchent pas leur installation dans l'ouest soudanais. Dans la guerre actuelle au Darfour, ces groupes arabes sont sciemment mobilisés par les renseignements militaires soudanais qui mettent en exergue leur statut tchadien et la précarité de leur présence pour en faire les fantassins d'une guerre qui n'est pas vraiment la leur. Peut-être parce que leur poids militaire n'est pas essentiel, on sait peu de chose de l'attitude des Masalit, une autre population frontalière, durant cette première phase du conflit alors qu'ils sont directement confrontés aux « envahissements » des uns et des autres⁹.

Des niveaux de mobilisation différents dans la guerre actuelle au Darfour

Alors que la situation se détériore à la fin des années 1990 au Darfour, plusieurs dynamiques vont s'enclencher : d'abord, un sentiment de déception à l'égard du président Déby ; ensuite, face à cette détérioration de la situation le rappel du pacte de solidarité entre Zaghawa conclu en 1989 ; encore, la formulation par les intellectuels d'un discours ethno-nationaliste ; enfin, l'émergence de cadres politiques ou militaires décidés à organiser les milices d'autodéfense créées à l'occasion de conflits locaux en mouvements politico-militaires au niveau régional. C'est la convergence de ces évolutions qui

7. A. de Waal, *Famine that Kills: Darfur, Sudan, 1984-1985*, Oxford, Clarendon Press, 1988.

8. Une plaisanterie en rend compte « Gorane sous Habré, Zaghawa sous Déby ».

9. Voir la recherche en cours d'Andrea Behrends.



éclaire la création des groupes armés au Darfour – le Sudan Liberation Movement/ Army (SLM/A), dont les principaux dirigeants sont Abdel Wahid Mohamed Ahmed Nur, Khamis Abdallah Abakar et Mini Arkoï Minawi¹⁰ et le Justice and Equality Movement (JEM) dirigé par Khalil Ibrahim Mohamed¹¹ –, leur enracinement social mais aussi leurs difficultés à s'organiser et à promouvoir des programmes politiques concrets qui dépassent les pétitions de principe.

Au Tchad, le mécontentement à l'encontre d'Idriss Déby croît et se radicalise dans les années 1990 et atteint sans doute un sommet lors du congrès de son parti, le Mouvement patriotique de salut (MPS), en novembre 2003. Avant même que Déby ne manifeste en 2003 sa volonté de se représenter pour un troisième mandat et de changer la constitution, trahissant ainsi une promesse maintes fois répétée, de nombreux Zaghawa critiquent féroce­ment son incapacité à « partager », sa gestion dilettante de l'appareil d'État¹² ou son aveuglement politique – incapable de faire des compromis politiques, Déby mettrait en danger la pérennité des acquis zaghawa. Ces critiques, on l'aura compris, n'émanent ni des mêmes cercles, ni ne visent les mêmes buts tant il est clair que les Zaghawa, à l'instar de la population, sont divisés dans leur évaluation du régime. Elles s'expriment en tout cas par une tentative de coup d'État en mai 2004 et par des défections récurrentes à partir de l'automne 2005 dans les cercles dirigeants et dans la garde préto­rienne du régime tchadien.

Au Darfour, la situation s'est détériorée en plusieurs phases au cours des années 1990. On pourrait citer les affrontements qui, bien avant la date « officielle » de février 2003, mobilisent les Zaghawa au Nord-Darfour¹³. Ces vendettas ont un impact d'autant plus grand sur l'opinion zaghawa qu'elles s'inscrivent dans un fort déséquilibre de pouvoir. Du côté tchadien, les Zaghawa disposent d'une très grande impunité qui leur permet d'agir à leur guise face à une population qui n'en peut mais. Du côté soudanais, ce sont les Zaghawa qui sont les victimes de l'impunité de groupes hostiles¹⁴. Ce décalage et ce refus de questionner l'impunité constituent des facteurs de mobilisation et d'escalade dans ce qui devient alors la guerre du Darfour.

Des intellectuels zaghawa de la diaspora posent, au fil de la publication de travaux historiques, la question du statut de leur peuple (« un peuple [aujourd'hui] sans État») et de sa grandeur passée – les Zaghawa seraient à l'origine d'un grand sultanat au IX^e siècle et ont constitué la charpente militaire du sultanat du Darfour au moins dans une partie des XVIII^e et XIX^e siècles. Ce débat, qui mêle poésie épique, ethnicité morale, mémoire sociale et frustrations nationalistes, a sans aucun doute joué un rôle dans l'identification de la population zaghawa à la cause du Darfour : sans qu'il s'agisse de construire un « Zaghawaland », comme le prétend le régime soudanais, il y a certainement

chez certains – pas forcément les dirigeants – l'idée d'une possibilité de renouer avec l'Histoire, de clore, en quelque sorte, un cycle khaldounien.

Toujours est-il que les Zaghawa jouent très vite un rôle central dans les groupes militaires insurgés même si ce sont les Four qui y sont majoritaires. Pourquoi ? Pour partie, sans doute, du fait de leur mode de vie, très proche de celui des *janjawid*, les milices arabes. Mais il faut aussi tenir compte de ce qu'on doit appeler la greffe tchadienne : certains Zaghawa ont passé des années dans les forces armées tchadiennes (garde nomade, garde républicaine, ou simplement armée), et ils disposent d'un approvisionnement assuré par leurs anciens collègues de l'autre côté de la frontière et, bientôt, de camps de réfugiés qui leur servent de base de recrutement¹⁵.

Des politiques d'État vecteurs d'une transnationalisation du conflit

Au Darfour comme en Afrique de l'Ouest, l'idée de la transnationalisation de la guerre évoque trop souvent des dispositifs informels tout en occultant le rôle concret des États dans leur mise en place. Plusieurs États ont joué un rôle essentiel dans le maillage des conflits au Tchad et au Darfour. Certains l'ont

10. Abdelwahid, président du MLS, est Four ; Khamis, vice-président, est Masalit et Mini, secrétaire général, est Zaghawa/Gala. Ainsi, les trois groupes ethniques les plus importants dans l'insurrection sont représentés au sommet. Mais cette représentation est vite mise en question par les événements et ne traduit aucunement les réalités militaires.

11. Khalil est un Zaghawa/Kobé, proche de Hassan Tourabi, ministre dans l'État du Nord-Darfour et responsable un temps dans les Forces de défense populaire.

12. Les Tchadiens se désolent souvent des sous-préfets, le plus souvent zagahwa, nommés par le Président, qui ne savent ni lire ni écrire, « analphabètes bilingues » et « diplômés de l'école des chèvres »...

13. Malgré certains désaccords, l'ouvrage d'Alex de Waal et de Julia Flint est une bonne source de ce point de vue. Voir également une synthèse de très bonne qualité sur l'histoire du conflit proposée par les Nations unies : D. Polloni, *Darfur in pieces. Conflict analysis Tools n. 6*, Khartoum, Nations unies, 24 mars 2006.

14. S'il est vrai que certaines milices tribales arabes entretiennent de très bonnes relations avec l'armée soudanaise et les Forces de défense populaire, il faut rappeler que le gouverneur du Nord-Darfour, le général Ibrahim Suleiman, a fait emprisonner le chef arabe Musa Hilal et certains de ses acolytes qu'il considère comme des bandits à l'automne 2002. Ils sont relâchés au printemps 2003 par le vice-président, Ali Osman Mohamed Taha, et mènent depuis la sale guerre que l'on sait.

15. Lettre datée du 19 avril 2006, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité transmettant le rapport final du groupe d'experts, S/2006/250. Voir également les rapports mensuels au Conseil de sécurité sur la situation au Darfour disponibles sur la page <www.un.org/Docs/sc/sgrep06.htm>.



fait consciemment ; pour d'autres, il s'agit plutôt d'effets non intentionnels de leurs politiques ; pour la France en particulier, il s'agit sans doute d'un aveuglement de plus.

Les présidents tchadien et soudanais Idriss Déby et Omar el-Bechir, initialement, font le pari d'une étroite coopération sécuritaire pour réduire ce qui n'apparaît au début 2003 que comme l'agglomération de groupes miliciens créés dans des terroirs différents mais tous également hostiles à l'administration de Khartoum et à certains notables tribaux arabes. Cette collaboration va produire des effets inattendus. En effet, les déplacements de population, la destruction des villages au Darfour, certains affrontements au sein des groupes insurgés, quelques-unes de leurs divisions sont rapidement imputés aux deux chefs d'État. Ces imputations fragilisent encore la base d'Idriss Déby au Tchad ; les Kobé, en particulier, y voient la permanence d'une humiliation après l'élimination de leur leader, Abbas Koty, en 1993¹⁶.

Pour illustrer cette coopération et ses conséquences quelquefois surprenantes, il faut évoquer ici la création du Mouvement national pour la réforme et la démocratie (MNRD) : ce groupe rassemble des combattants essentiellement Zaghawa/Kapka issus du JEM de Khalil Ibrahim Mohamed, lui-même étant un Zaghawa/Kobé. Lors de sa médiation, au printemps 2004, Idriss Déby avait tenté, sans succès, d'imposer les futurs dirigeants du MNRD, plus conciliants que Khalil et ses partisans, comme les représentants légitimes du JEM¹⁷. En décembre 2004, alors que les négociations à Abuja piétinent et soulignent la mauvaise volonté de Khartoum, ce groupe signe un accord de paix avec le régime d'el-Bechir tout en faisant le coup de feu contre le JEM. Les véritables fondateurs du MNRD sont sans doute, côté soudanais, Hassan Borgo, un Kapka, responsable de l'Afrique de l'ouest du National Congress, le parti au pouvoir à Khartoum, dont le propre frère est directeur de la radio al-Nasr à N'Djamena et cadre du MPS, et côté tchadien, Mahamat Ismaël Chaïbo, autre Kapka, qui dirige l'Agence nationale de sécurité (ANS) tchadienne.

Plus intéressantes, peut-être parce que plus difficiles à cerner, sont les politiques libyenne et érythréenne. La Libye, dans le conflit au Darfour, a deux priorités. La première est d'éviter la présence de troupes étrangères à ses frontières. Malgré la normalisation diplomatique avec le Royaume-Uni et les États-Unis, patente depuis le début 2004, le dirigeant libyen reste obsédé par la possibilité d'une tentative d'assassinat contre sa personne, à l'instar du bombardement de 1986. La seconde est d'apparaître comme la seule puissance régionale en devenir et d'être incontournable dans la quête d'une solution au conflit. Pour ce faire, le dirigeant libyen mobilise les réseaux tombés en désuétude pendant les années 1990 : ceux attachés de près ou de loin

au défunt Abbas Koty, dont les inclinations pro-libyennes étaient indéniables ; ceux noués lors de ses contacts dans les années 1990 avec le régime soudanais. Encore une fois, les Zaghawa (ex ?) islamistes du JEM jouent un rôle politique qui va bien au-delà de leur représentativité sur le terrain militaire ou social...

Le cas de l'Érythrée – et peut-être, parallèlement, du SPLM – est moins sophistiqué mais peut-être d'une plus grande efficacité : les livraisons d'armes et de munitions ne nécessitent pas de longues arguties. Lorsque certaines factions darfouriennes¹⁸ signent à N'Djamena, en janvier 2006, une alliance sous le patronage du président Déby, Abdallah Mohamud Jaber, un conseiller aux questions de sécurité du président érythréen Issayas Afeworki, joue un rôle important et récompense cet accord par des cargaisons d'armes et de munitions aux signataires. L'Érythrée, en effet, voit dans la normalisation de la situation intérieure au Soudan, un affaiblissement d'autant que l'alliance entre Addis-Abeba et Khartoum se maintient.

La signature d'un accord de paix à Abuja le 5 mai 2006 ne remet pas, pour l'heure, en cause le maillage réciproque de ces deux conflits. D'abord, s'il est fait grand cas du désarmement des *janjawid*, aucune définition n'est donnée de ces milices. Depuis juin 2004, le gouvernement soudanais a signé au moins trois accords pour démobiliser ces groupes mais on a surtout assisté à des recrutements massifs dans de nouvelles unités de « gardes frontières » et de « Forces de défense populaire ». Un certain nombre de chefs coutumiers de tribus arabes ont déjà annoncé que l'accord de désarmement ne les concernait pas, tradition du port d'arme oblige. Le fait qu'un seul chef de faction de la SLA, Mini Arkoi Minawi, ait signé, alors que celui sur lequel la communauté internationale avait parié, Abdel Wahid, s'est abstenu comme d'ailleurs le dirigeant du JEM, crée également des tensions importantes. Cette différence pourrait bien

16. Figure importante du MPS, Abbas Koty, un Kobé lié à la famille du sultan de Hiriba, avait fondé le Comité national de redressement à la suite d'un coup d'État manqué en 1992. Rentré à N'Djamena à la suite d'une réconciliation garantie par le Soudan et la Libye, il a été tué le 22 octobre 2005.

17. Le secrétaire du MNRD, Nourene Manawi Bartcham, est un Tchadien, ancien du MPS et auteur d'une hagiographie d'Idriss Déby publiée en arabe. Le « colonel » Djibrine Abdelkarim « Tek » a eu une existence plus mouvementée. Militaire, il a participé à la victoire d'Idriss Déby contre Hissène Habré en 1990 mais a suivi la révolte d'Abbas Koty en 1992 : il dirige alors au Darfour l'aile militaire de son organisation, le Conseil national de la révolution. Grâce à la médiation du Soudan et à l'arrestation de plusieurs dirigeants en Libye, cette rébellion cesse rapidement et il rentre au Tchad en 1993 pour être affecté un temps à la Garde présidentielle.

18. Le 18 janvier 2006, le JEM de Khalil Ibrahim, la faction SLA de Mini Arkoi Minawi et la faction de Khamis Abdallah signent un premier texte. Un second accord est signé avec le MNRD le 23, sans la participation du JEM.



dégénérer en batailles rangées, les Four accusant les Zaghawa d'avoir troqué les revendications pour un strapontin dans la direction du Darfour. Sans surprise, c'est la carte que Khartoum s'apprête à jouer. Mais le président tchadien n'est pas en reste : il laisse se poursuivre le recrutement forcé dans les camps de réfugiés au Tchad de combattants pour les mouvements darfouriens et, fin mai 2006, il semblait soutenir un nouveau groupe armé dont le mentor n'est autre que Sharif Harir, un universitaire d'opposition zaghawa soudanais qu'il n'a cessé de promouvoir contre Mini au sein de son groupe ethnique.

LA CRISE TCHADIENNE

Lorsqu'une colonne de rebelles tchadiens arrive aux portes de la capitale le 12 avril 2006, le président Déby dénonce une expédition menée par des mercenaires soudanais. C'est cette explication qu'il essaie depuis de faire prévaloir sur la scène internationale. Quelle population ne serait heureuse de conserver un dirigeant malade et usé par 15 ans de règne sans partage, qui a réussi à cultiver l'impunité pour les siens, à laisser le Tchad en tête des pays les plus corrompus et les plus pauvres au monde ? Avec un tel bilan, on comprend pourquoi, faute d'oser prendre la mesure de l'opposition intérieure, Déby doit blâmer les mercenaires étrangers : la méthode, pour être simple, a plusieurs fois fonctionné en Afrique, au Togo par exemple.

La précédente section soulignait les multiples liens officieux puis officiels que le Tchad avait tissés avec l'opposition insurgée darfourienne. Si Idriss Déby semble avoir joué un temps le jeu de Khartoum, il l'a fait contre monnaie sonnante et trébuchante, avant de changer d'attitude. Dès le printemps 2004, les services soudanais l'accusent d'avoir joué un double jeu dès le début du conflit et de n'avoir suivi les injonctions de Khartoum que pour en tirer profit tout en limitant les effets destructeurs sur l'insurrection darfourienne. En conséquence, Khartoum autorise l'ouverture de camps d'opposants tchadiens dès l'été 2004 – puis leur alloue des moyens de plus en plus importants dans l'année qui suit. Il est difficile d'être précis sur la datation, mais il est probable que le vote des résolutions 1591 et 1593 par le Conseil de sécurité en mars 2005 a constitué, après la publication, fin janvier 2005, du rapport Antonio Cassese, un premier palier de rupture¹⁹. Le basculement est acquis lorsqu'à l'automne 2005, les défections zaghawa au sein de la garde républicaine révèlent la profondeur de la crise de régime au Tchad. Après cette date, il s'agit pour Khartoum de briser la seule carte militaire des insurgés du Darfour : la possible sanctuarisation au Tchad et la mobilisation guerrière transnationale efficace des Zaghawa. Pour avancer, il faut peut-être saisir d'un point de vue plus tchadien une série de dynamiques qui se développent dans

les années 1990 et dont les effets politiques se font vivement sentir lorsque la crise au Darfour se transforme en conflit armé. On en évoquera ici trois : la centralité du factionnalisme armé dans la vie politique tchadienne ; les dissensions au sein des Zaghawa qui créent les conditions d'une crise hégémonique ; le jeu de Khartoum face à la double marginalité sociale des élites dirigeantes et des groupes combattants.

La centralité du factionnalisme armé dans la vie politique tchadienne

De la déliquescence du Frolinat au début des années 1970 sous les coups de l'armée française, de la sécheresse qui frappe alors tout le Sahel et des multiples divisions internes qui affectent cette organisation, naît un système de factions armées qui prolifèrent grâce aux interventions internationales, à l'absence de rapports de force durables et à la déconstruction de l'État à laquelle s'appliquent avec constance le vainqueur du moment et ses partisans.

À son arrivée au pouvoir, en décembre 1990, Idriss Déby bénéficie d'un cadre bien plus favorable à une stabilisation que son prédécesseur car ses relations avec ses voisins sont bonnes. Mais il n'a pas mené cette tâche à son terme. Celle-ci aurait supposé d'entreprendre une véritable réconciliation avec le « pays réel », guère reflété par les diverses organisations militaires auxquelles Déby a accordé son attention, entre cooptation et répression. Une telle démarche aurait privé Déby et ses proches de leur impunité et de leur hégémonie ; elle aurait exigé de remettre l'appareil d'État au travail, un gouvernement – et non une présidence – qui gouverne, une armée et une police fortes mais d'abord soucieuses de respecter les lois, etc.

Le maître argument pour justifier le maintien des anciennes pratiques de gouvernement est alors la persistance des tentatives de coup d'État et la constitution de groupes armés aux revendications plus ou moins irréalistes. Si l'argument est irrécusable, il est politiquement biaisé puisque le président tchadien agit d'emblée d'une manière qui ne fait que conforter l'idée que les seules revendications qui obtiennent satisfaction sont celles portées par les armes : les dirigeants de ces soulèvements sont alors nommés dans la haute fonction publique, et deviennent même quelquefois ministres, leurs partisans étant absorbés dans une armée pléthorique qui vit sur la population²⁰.

19. Rapport de la Commission internationale d'enquête des Nations unies au Darfour conformément à la Résolution 1564 du conseil de sécurité, Onu, Genève, 25 janvier 2005.

20. La structure même de l'armée en démontre l'inanité : il y a autant d'officiers et de sous-officiers que de soldats. Idriss Déby fait d'ailleurs tout pour éviter la réforme radicale régulièrement exigée par les donateurs.



La prédation systémique au Tchad est donc le fruit d'une configuration singulière du système social et politique qu'Idriss Déby a tout fait pour préserver et qu'on pourrait résumer, comme Marielle Debos le propose, à la permanence du statut social d'homme en armes sous quelque fonction que ce soit, douanier, soldat, gendarme, policier, douanier-combattant, coupeur de route, combattant de la liberté et bandit de grand (et petit) chemin²¹.

Si les pays amis du Tchad, et la France au premier rang, avaient eu une véritable ambition pour leur politique d'aide, ils auraient dû travailler à rompre ce cercle vicieux par lequel la transition politique n'existe que par la violence et tout faire pour que le départ d'Idriss Déby du pouvoir se fasse dans les règles prévues par une constitution légitime, au terme d'une consultation populaire respectant les normes internationales. Depuis 2003, au moins du côté français, telle n'aura été ni l'ambition ni la pratique, comme l'illustrent les déclarations du ministre français de la Coopération Xavier Darcos, félicitant le Président tchadien de la réforme de la constitution qui lui a permis de postuler une troisième fois au poste de chef d'État²², et plus encore l'appui si clairement formulé aux récentes élections présidentielles, caricature s'il en fallait encore, de vote truqué.

Hubris et stasis au sein des Zaghawa

Si la logique de reproduction du système politique tchadien se fige globalement durant le règne d'Idriss Déby, le Tchad change pourtant. On n'évoquera pas ici les aléas de l'accession au multipartisme et l'émergence de la société civile. Beaucoup devraient être dits sur la faiblesse et les aveuglements de ces diverses organisations politiques ou des associations, et bien plus encore sur les difficultés qu'elles ont simplement à exister dans un système qui ne tolère que les stratégies individuelles et le clientélisme mâtiné de coercition.

Les années 1990 sont marquées par une différenciation sociale beaucoup plus forte au sein des Zaghawa que les décennies passées, pour plusieurs raisons. Du côté tchadien, l'accession au pouvoir d'État de l'un d'entre eux a autorisé *de facto* une multiplication des passe-droits et la « capture » de positions d'accumulation par de nombreux Zaghawa, soit dans le champ économique, soit par la prédation plus directe (douane ou extorsion) au sein de l'appareil d'État. La mise en exploitation des champs pétroliers dès l'été 2003²³ n'a fait qu'élargir les possibilités d'accaparement, quitte à faire perdre la face à la Banque mondiale. Ces facilités ne sont pas partagées équitablement au sein du monde zaghawa qui a ses nantis, ses corrompus, ses prédateurs mais aussi ses pauvres, ses révoltés et ses honnêtes gens²⁴.

Du côté soudanais, plusieurs dynamiques jouent concurremment. Sous l'influence d'un des premiers fonctionnaires zaghawa, un instituteur, beaucoup

de jeunes ont rejoint le mouvement des Frères Musulmans dans les années 1960 et 1970. La victoire du Front national islamique, sous la conduite d'Hassan al-Tourabi, leur a permis peu à peu d'acquérir des postes d'influence. Or la société soudanaise, beaucoup plus que la société tchadienne, connaît des migrations internationales de travail fortes – dès les années 1980, beaucoup de Zaghawa se sont ainsi impliqués dans des réseaux commerciaux dans le Golfe ou en Asie à faire de l'import-export. Les pressions internationales subies par le régime islamiste après 1989 ont encore facilité et accéléré cette évolution, tant les sanctions sont, pour certains, des aubaines. On mesure ce dynamisme par l'importance que prend le « marché libyen » dans la capitale soudanaise, quitte à oublier trop vite les communautés commerçantes zaghawa installées dans le Kordofan ou l'Est du pays.

Cette accumulation primitive qui suit un peu les règles du business ethnique est transnationale : non seulement les Zaghawa acquièrent des positions importantes au sein de réseaux commerciaux qui, du Golfe ou de Malte, achalandent les marchés soudanais, libyens ou tchadiens, mais ils deviennent actionnaires dans des compagnies sises dans ces pays. C'est par exemple un très grand commerçant zaghawa soudanais qui aurait « racheté » la seule savonnerie-huilerie du Tchad en 2000. De la même manière, l'assassinat d'un homme d'affaire zaghawa soudanais en octobre 2003 à N'Djamena et l'exécution, dans des formes extrêmement contestables, d'un des commanditaires supposés de ce meurtre soulignent les liens économiques entre les Zaghawa des deux pays.

Ainsi, durant les quinze dernières années, des deux côtés de la frontière, le monde zaghawa se différencie grâce à sa proximité avec l'État et la politique. Du côté soudanais, les Zaghawa bénéficient des reclassements sociaux

21. Voir les travaux en cours de M. Debos ainsi que J. Roitman, *Fiscal Disobedience. An Anthropology of Economic Regulation in Central Africa*, Princeton, Princeton University Press, 2005 et I. Saïbou, « L'embuscade sur les routes des abords sud du Lac Tchad », *Politique africaine*, n° 94, juin 2004.

22. « La France soutient la position du président Déby qui a été élu démocratiquement et par deux fois, elle salue le fait que l'Assemblée nationale, à une majorité supérieure à celle qui d'habitude soutient le gouvernement, a approuvé la révision de la Constitution », déclaration du ministre Xavier Darcos lors de sa visite au Tchad, 28 mai 2004.

23. Pour des détails sur les aspects économiques peu abordés dans ce texte, lire OECD Development Centre and African Development Bank, *African Economic Outlook 2005/2006 – Country Studies : Chad*, 16 mai 2006, sommaire en ligne <www.oecd.org/home>. L'ironie de la crise politique tchadienne est qu'elle résulte pour une part des attentes créées dans la population et les élites par les revenus pétroliers mais que l'exploitation pétrolière, la politique des grandes firmes et de la Banque mondiale ne suscitent pas le débat politique auquel on pouvait s'attendre.

24. À prendre au premier degré un certain discours oppositionnel, on risquerait d'oublier qu'une grande part de cette population vit dans des conditions presque aussi misérables que les autres.



autorisés par l'arrivée au pouvoir du National Islamic Front – reclassements qu'on réduit aujourd'hui trop simplement à une arabisation des dirigeants actuels du National Congress, en droite ligne avec le fameux « Livre noir » disponible sur le site Internet du JEM²⁵. Au Tchad, l'intégration est plus fragile car elle s'appuie très directement sur le contrôle de l'État et assez peu sur le « soft power » que peuvent constituer l'instruction et l'émergence d'une classe d'opérateurs économiques non parasites ; par ailleurs, l'émergence de nouvelles couches sociales mieux intégrées socialement a fragilisé le petit peuple zaghawa tchadien.

L'opposition à Idris Déby est ancienne et s'est construite sur des critiques contradictoires de son comportement public et privé. Sans faire la chronique de cette distanciation, on doit citer en sus de ce qui a déjà été décrit auparavant au moins trois aspects. Le premier est son reniement de la promesse faite en 2001, au sortir d'élections proprement calamiteuses, de ne pas se représenter. Les barons du régime espèrent alors voir un terme à la dégradation de la gestion de l'État et aussi – surtout ? – pouvoir accéder un jour à la magistrature suprême. La santé de Déby devenant manifestement précaire – il tombe dans le coma lors du sommet de l'Union africaine à Maputo en juillet 2003 et, depuis, séjourne en France régulièrement pour des soins –, personne ne comprend son acharnement et son refus d'organiser sa succession en bon ordre. Prétendre, comme la diplomatie française le fera lors de la crise d'avril 2006, qu'il n'y a aucun prétendant crédible ne peut faire que sourire, outre le *pathos* colonial qu'une telle remarque traduit : imagine-t-on un autocrate disposé à laisser émerger une alternative ? La ficelle est bien grosse. Un deuxième point d'accrochage est sa volonté de constituer une chefferie bideyat qu'il octroie à l'un de ses frères, Timan. Le dernier point est son attitude très confuse mais très intéressée alors que le conflit au Darfour prend ses marques : il tente à plusieurs reprises de faire arrêter des cadres zaghawa du JEM et de les envoyer à Khartoum, ce qui crée une animosité bien au-delà des partisans de ces Darfouriens.

Le 16 mai 2004, une tentative de coup d'État est évitée de justesse. Elle prend forme au sein de la Garde républicaine mais ne concerne que les Bideyat. Les Kobé, pourtant bien représentés au sein de cette garde prétorienne du régime, ont préféré la neutralité, craignant une manipulation visant à les éliminer, comme cela s'était produit pour Abbas Koty. Si officiellement aucune sanction n'est prise, les mutations se multiplient dans les mois qui suivent et frappent les officiers soupçonnés de félonie mais aussi leurs parents, souvent innocents, à travers tout l'appareil d'État.

Les défections des Zaghawa se multiplient à partir d'octobre 2005 et donnent naissance à plusieurs groupes armés réfugiés au Darfour, notamment le Socle

pour le changement, l'unité et la démocratie (SCUD) dirigé par Yaya Dillo, et le Rassemblement pour la paix et la justice (RPJ) d'Abakar Tollimi. Cette désagrégation du premier cercle, malgré les dénégations des partisans de Déby et les ralliements payés rubis sur ongle, n'a pas cessé : pratiquement chaque mois depuis octobre, des Zaghawa connus ou moins connus rejoignent les opposants zaghawa aujourd'hui fédérés au sein du Rassemblement des forces démocratiques (RAFD) dirigé par un ancien directeur du cabinet civil du président Déby, Timan Erdimi.

Après avoir convaincu les Français qu'il était au-dessus de son groupe ethnique, qu'il était, pour ainsi dire, le seul vrai Tchadien, le seul à faire preuve d'un véritable nationalisme et à embrasser toute la nation, Idriss Déby, qui n'a pas utilisé le nom de son grand-père pendant plus de deux décennies, fait rappeler par décret présidentiel en mars 2006 que son nom est Idriss Déby Itno – manière de rappeler aux membres du lignage des Itno qu'ils lui devaient leur soutien alors qu'en février 2006 un de ses cousins au premier degré avait fait défection avec l'ancien chef d'état-major des armées, le général Seby Aguid. Auparavant, en janvier, il parraine un accord entre les chefs rebelles qui représentent le mieux cette dimension transnationale du conflit darfourien : Khalil Ibrahim, Mini Arkoï Minawi et Khamis Abdallah Abakar. Khalil et Mini signent cet accord pour des raisons qui tiennent à leur survie politique : si Idriss Déby tombait, toute leur logistique disparaîtrait. Mais il s'agit aussi d'une autre manifestation (mesurée) de la solidarité zaghawa : pour les Kobé, aider le régime tchadien affaibli par les divisions au sein des Bideyat, c'est aussi prendre date pour l'avenir quant à leur place dans le premier cercle. Pour Mini, dont le groupe ne dispose pas des mêmes attaches au Tchad, il s'agit d'échanger une garantie contre une autre : les camps et les armes contre le soutien face à une déstabilisation venue du Darfour. Le cas de Khamis, même s'il est un Masalit et si son groupe n'a pas d'accès privilégié au pouvoir tchadien, est assez proche : défait militairement au Darfour occidental, il peut garantir aux siens un accueil digne de ce nom au Tchad, avoir accès aux armes, munitions et passe-droits qui lui permettent de repartir à l'offensive au Darfour et d'exister politiquement alors que les négociations d'Abuja suivent leurs cours. Tout aussi caractéristique est la situation qui prévaut après la signature des accords d'Abuja par la faction dirigée par Mini Arkoï Minawi : à la fin mai, Khamis est à N'Djamena, soumis aux pressions du président tchadien et peu de ses collègues doutent que ses déclarations hostiles à l'accord d'Abuja sont inspirées par son hôte, de même que tous évoquent le rôle divisionniste qu'il



a dévolu à Sharif Harir²⁶. En effet, cet accord le prive de milices supplétives lors que son opposition armée est aidée par Khartoum.

Khartoum face à la double marginalité sociale des élites et des groupes combattants

La situation des groupes armés d'opposition tchadiens est plutôt paradoxale. En effet, à l'intérieur du Tchad, il est patent que le régime d'Idriss Déby est politiquement (mais pas militairement) moribond, faute d'initiatives politiques ou de capacité à concevoir des alliances politiques autrement que comme l'achat d'allégeances individuelles. À l'extérieur, au Darfour et plus marginalement dans l'extrême nord du pays et en Centrafrique, les organisations armées ne s'appuient que sur des groupes ethniques de moindre importance démographique. Outre les Toubous qui se battent dans l'extrême Nord sous la houlette du Mouvement pour la démocratie et la justice au Tchad, il faut aussi mentionner les Borogate et les Zaghawa.

Le groupe le plus important, celui qui bénéficie en tout cas le plus ouvertement du soutien des renseignements militaires soudanais, le Front uni pour le changement démocratique (FUCD, souvent, symptomatiquement, réduit à FUC) dirigé par Mahamat Nour recrute pour une large part chez les Tama, parmi d'autres Ouaddaïens et chez les Arabes²⁷. Il a subi deux cuisantes défaites militaires à Adré le 18 décembre 2005 et à N'Djamena le 13 avril 2006, même si politiquement le bilan est tout autre : l'offensive sur N'Djamena a en effet établi que Déby ne restait au pouvoir que grâce à une intervention militaire française dont la légalité très contestable n'a pourtant pas été questionnée par les parlementaires français. Les journalistes, après cette bataille, ont été surpris de compter des Centrafricains parmi les combattants du FUC. Cela n'était pourtant pas inimaginable : ces Centrafricains étaient Tchadiens en avril 2003, lorsqu'il s'agissait de mettre au pouvoir le général Bozizé à Bangui avec la bénédiction des Présidents tchadien et français. Ils auraient également pu noter qu'une bonne partie des compagnons du chef de cette expédition, le colonel Mahamat Issa, étaient des combattants originaires pour l'essentiel du Ouaddaï, qui avaient un temps suivi le dissident Adoum Yacoub Koukou et vécu dans la zone des trois frontières (Soudan, Tchad, Centrafrique) puis s'étaient retrouvés sous la protection du mouvement de John Garang, avant de s'éclipser pour reprendre la lutte à partir du Darfour en 2005.

De cette rapide énumération découle une réalité sociologique incontournable : les mouvements armés s'adosent aujourd'hui sur des groupes ethniques qui pèsent moins de 15 % de la population du Tchad, si l'on excepte les groupes arabes qui, eux-mêmes, peuvent représenter entre 15 % et 20 % de la population

tchadienne Cette marginalité sociologique est l'un des vecteurs de l'influence de Khartoum. Elle renvoie en miroir à la faible légitimité des élites dirigeantes tchadiennes et explique à la fois la distance entre la vie politique et une grande partie de la population, notamment sudiste, et le peu de sympathie dont ses protagonistes bénéficient dans la population. Les optimistes y trouveront un signe de la victoire des partis politiques de l'opposition civile qui ont finalement, en dépit de leurs divisions, démontré la vacuité d'un régime comme celle d'une opposition armée qui n'offre pas de véritable alternative.

La question de l'implication des Arabes tchadiens dans ces deux crises mériterait de longues analyses. Une première constatation s'impose : pas plus dans les tensions actuelles que dans les épisodes précédents de la guerre civile tchadienne, ils n'ont adopté une position unifiée. Une partie de la communauté arabe a été avec Déby, au moins jusqu'à l'attaque du FUC sur la capitale. Après cette attaque, alors que des civils zaghawa ont été armés pour défendre « leur » régime, un certain nombre d'officiers arabes et goranes ont été désarmés, et parfois même arrêtés pendant les combats. Cela a encore fragilisé la popularité déjà vacillante du président tchadien parmi ses derniers fidèles.

Reste que le basculement dans l'opposition armée de cadres politiques importants est aujourd'hui rendu très difficile par le conflit au Soudan. Le cas de Ahmat Soubiane Hassaballa, ambassadeur du Tchad à Washington, qui a fait défection en décembre 2003 est exemplaire de cette difficulté : notable prestigieux des Mahamid, il lui est impossible de s'installer au Soudan sans entretenir des relations avec des responsables des *janjawid*, ce qui détruirait la crédibilité politique qu'il s'est construite dans les années 1990 en milieu tchadien et étranger. Mais il y a plus : Idriss Déby semble en effet avoir su convaincre certains responsables français, et peut-être lui-même, que toute cette crise était en fait un coup de boutoir des Arabes qui, après avoir pris le contrôle du Tchad et tout en y maltraitant les Africains, se précipiteraient vers le Niger et le Nigeria pour y remettre en cause les équilibres sociaux... Que

26. Idriss Déby, qui utilise les groupes darfouriens signataires des accords de janvier comme supplétifs, n'est pas favorable à l'accord d'Abuja qui le prive de combattants alors qu'il est toujours menacé par ses opposants depuis le Darfour. C'est pour la même raison qu'il tente de diviser le groupe de Mini en promouvant avec armes et munitions un autre dirigeant zaghawa, Sharif Harir. Voir notamment « Sudan : Clashes reported between Darfur rebel factions », Excerpt from report by Sudanese independent Al-Mashahir (Almshaheer) website on 30 May, *BBC monitoring*, 31 mai.

27. Population d'agriculteurs, les Tama sont en butte dans les années 1990 aux avancées des pasteurs zaghawa dont les pâturages sont détruits par la sécheresse. Après de nombreux incidents, ils ont trouvé refuge au Darfour. Mahamat Nour, petit-fils du sultan, a bâti son soutien populaire sur cet exil forcé.



cette géopolitique de supermarché puisse obtenir l'attention de décideurs civils et militaires français ne laisse pas d'étonner.

Il faut lui reconnaître, sous une forme inacceptable, une seule validité. Cette vision fumeuse laisse entrevoir une transformation des élites tchadiennes : alors qu'elles étaient dans les années 1960 francophones et francophiles, depuis Habré et plus encore depuis Déby, elles sont devenues beaucoup plus arabophones et, marginalement, anglophones. La francophonie et la francophilie souffrent de maux bien connus au Tchad comme ailleurs sur le continent africain. Ces derniers ont peu à voir avec la géopolitique des nomades arabes se précipitant vers les plages d'Afrique de l'ouest, beaucoup avec les nouvelles polarisations économiques²⁸, les politiques d'octroi de visas et de bourses et, *last but not least*, l'origine régionale des élites actuelles au Tchad, faute d'ailleurs sur ce point, de compétition politique et d'application d'une quelconque méritocratie. Il faut remarquer l'« admirable » homologie avec un autre discours tenu aux lendemains du génocide rwandais sur les ambitions coloniales des Hamites descendus de leurs collines éthiopiennes pour casser du Bantou dans les Grands Lacs et en RDC...

Une telle vision « stratégique » pose plusieurs questions. Quel peut être le statut des Arabes tchadiens dans leur pays si, dès qu'ils s'opposent au régime en place, ils ne sont plus que les supplétifs de la Libye hier, et du Soudan aujourd'hui ? Comment expliquer que le gouvernement français et son président aient entretenu jusqu'à l'été 2004 les relations les plus cordiales avec un régime soudanais qui, après quinze ans d'existence, aurait décidé de déstabiliser le Niger, le Nigeria, le Mali et, pourquoi pas, quelques pays d'Afrique centrale ? Comment prêter foi à des arguments aussi dénués de base factuelle puisque l'une des faiblesses récurrentes du FUC est son incapacité à organiser des groupes arabes tous hostiles à Déby mais jaloux de leur indépendance ? Cette instrumentalisation de la « menace arabe » est aussi conjuguée sur un autre mode plus interne : « moi ou le chaos », formule à laquelle beaucoup de Tchadiens, pas tous versés dans la politique, font écho par un « moi et le chaos »...

Faut-il pour autant minimiser l'implication de Khartoum dans les péripéties militaires qui se déroulent à l'est du Tchad et dans la zone frontalière avec la Centrafrique ? Certes, non. Il faut en tout cas en prendre la mesure exacte. Selon Hassan Borgo²⁹, les services de renseignements soudanais ont invité au début du conflit au Darfour leurs homologues étrangers, du moins ceux avec lesquels les relations étaient les plus cordiales. L'un d'entre eux aurait alors expliqué que la véritable menace était constituée par les Zaghawa qui bénéficiaient de l'appui d'un État – jamais pour le Soudan, le régime de Déby ne fut plus qu'un État zaghawa –, étaient disposés de part et d'autre de la frontière

et faisaient d'excellents combattants. Le but aujourd'hui est donc celui-là : se débarrasser de Déby parce que, par choix ou par impuissance, ce dernier ne peut contenir les siens et leurs débordements. Pour Khartoum, ou au moins pour ses services de renseignements militaires, la solution de la guerre au Darfour passe par N'Djamena, un peu comme en 1989 et 1990 la victoire contre le SPLM passait par le renversement de Mengistu Haïle Mariam à Addis-Abeba.

La situation actuelle invite plusieurs scénarios. Si la même passivité internationale et le même aveuglement français sur les aventures d'Idriss Déby devaient perdurer, la probabilité est grande de voir une guerre d'attrition se développer sur les frontières orientales du Tchad. Khartoum pense que sa sécurité nationale est en jeu et ne laissera pas Idriss Déby faire. De ce point de vue, l'accord d'Abuja pourrait bien pousser à de nouvelles confrontations plutôt que de régler le problème dans son ensemble. Ces combats pourront opposer les Zaghawa entre eux ou aux Four. Ils rendront rapidement inapplicable l'accord d'Abuja, ce qui ne mécontentera pas Khartoum. C'est ce scénario qui est aujourd'hui le plus crédible.

Autre scénario, Déby, sous la pression internationale, pourrait proposer des postes à des dirigeants de l'opposition civile et faire tout son possible dans le même temps pour obtenir que la force onusienne prévue pour le Darfour installe sa base arrière au Tchad. On risque là de se retrouver devant une évolution néfaste pour la réputation de la communauté internationale. L'opposition civile sera très réticente à accepter un accord de ce type tant elle est convaincue (avec de bonnes raisons) qu'elle y perdrait son âme et y gagnerait peu d'argent pour beaucoup de discrédit, ce qui ne ferait que valider les groupes d'opposition armés. La présence internationale serait quant à elle rapidement l'otage des règlements de compte qui auraient lieu sur la zone frontalière : elle ne disposerait pas du mandat pour intervenir mais écoperait des balles perdues et serait tenue responsable des charniers qui ne sauraient manquer.

Un troisième scénario est aujourd'hui improbable tant il suppose une capacité critique et réflexive des acteurs internationaux : ces derniers (dont le gouvernement français) devraient abandonner certains axiomes actuels de leur politique vis-à-vis du Tchad et du Darfour et accepter de traiter

28. K Bennafla, « Tchad : l'appel des sirènes arabo-islamiques », *Autrepart*, n° 16, 2002.

29. Entretien, Khartoum, février 2006.



simultanément les deux crises (et peut-être trois, si la Centrafrique devait basculer elle aussi dans les troubles). Avant de se lancer dans une nouvelle opération gigantesque, ils devraient favoriser simultanément ce que l'accord d'Abuja appelle une conférence entre acteurs darfouriens et un dialogue national au Tchad afin de cumuler les avantages d'une remise à plat des problèmes des deux pays, sans qu'un des deux régimes puisse s'appuyer sur une indifférence de la communauté internationale pour défaire les avancées sur l'autre dossier. On gagnerait une cohérence politique qui inciterait, peut-être mieux qu'hier, les protagonistes de ces crises à décider comment leur destin doit s'enraciner au Tchad ou au Darfour, mais toujours dans la paix... ■

Roland Marchal
CNRS/CERI